

## Covid-19

# Le nombre de personnes testées est en forte baisse

**Le phénomène s'observe à travers tout le canton. Il pourrait résulter d'une baisse des contaminations, même si la prudence reste de mise.**

**Antoine Hürlimann**

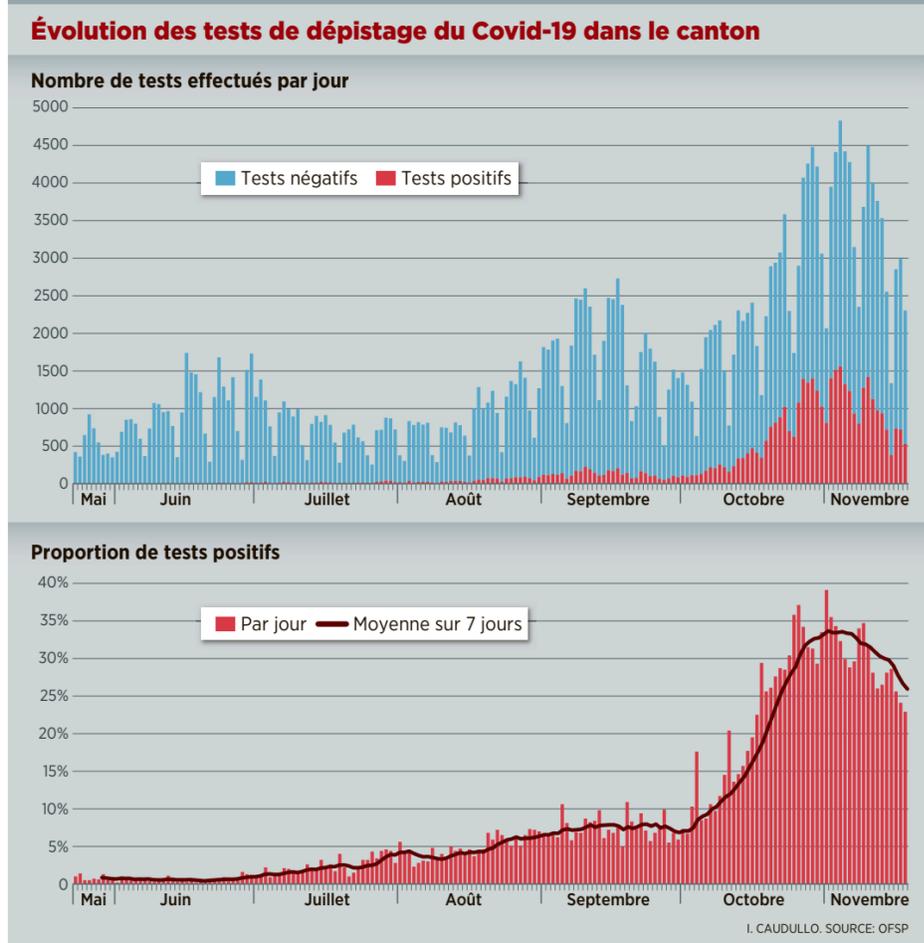
Les personnes qui ont voulu aller se faire tester au Covid-19 cette semaine l'auront remarqué. Les délais se sont considérablement raccourcis. Il est désormais souvent possible d'avoir un rendez-vous dans la journée, alors qu'il y a encore une quinzaine de jours il fallait parfois attendre jusqu'à quarante-huit heures pour espérer trouver une place dans un centre de tests ou dans un hôpital du canton. Et pour cause: en plus d'une augmentation de la cadence sur certains sites, le nombre de personnes se présentant chaque jour pour un diagnostic diminue drastiquement depuis environ une semaine.

Dans les centres Unisanté lausannois du Flon et du Bugnon, où 300 tests diagnostiques quotidiens ont été effectués en moyenne ces dix derniers jours, la baisse est très marquée. «Nous constatons depuis une semaine une diminution de l'ordre de 40% du nombre de personnes symptomatiques qui se présentent dans nos centres de test», explique le Dr Alexandre Gouveia, responsable médical du centre de testing Unisanté du Bugnon. Ce dernier tient à faire une précision sémantique: «Il est très important de rappeler que la grande majorité, si ce n'est la totalité, des personnes qui consultent ont des symptômes - approche diagnostique - et ne sont donc pas asymptomatiques - approche de dépistage.» À l'Hôpital intercantonal de la Broye (HIB), le pourcentage est identique: «La moyenne était de 170 à 180 tests quotidiens les dernières semaines, elle a chuté à une centaine au début de cette semaine», indique Christian Aebi, chargé de communication.

Même topo au sein de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC). Aux Établissements hospitaliers du Nord vaudois (EHN), on reste prudent, même si une baisse a aussi été remarquée ces derniers jours. Elle n'est cependant pas suffisamment étendue dans le temps pour «pouvoir en dégager une tendance», estime Loïc Favre, responsable de la communication: «Mardi, 323 tests ont été réalisés. Cinq jours avant, 474.»

## Bonne nouvelle

Que signifie cette courbe descendante, qui se répercute d'ailleurs à l'échelon national, et comment l'expliquer? «Nous n'avons pas d'explication précise et constatons que la baisse semble être globale et subite dans le canton, reprend Christian Aebi. Dans la Broye, certaines pharmacies fribois ont commencé des dépistages rapides, probablement que cela contribue pour une part au phénomène.» D'après Christophe Schüll, responsable de la communication de l'HRC, l'augmentation du nombre de centres de tests pourrait effectivement être un élément de réponse, mais il souligne qu'une «analyse cantonale est nécessaire pour répondre à cette question.»



«La moyenne était de 170 à 180 tests quotidiens ces dernières semaines, elle a chuté à une centaine au début de cette semaine.»

**Christian Aebi**, chargé de communication à l'Hôpital intercantonal de la Broye (HIB)



«Il reste essentiel que la population se fasse tester en cas de symptômes. Le virus circule toujours beaucoup.»

**Loïc Favre**, responsable communication aux Établissements hospitaliers du Nord vaudois (EHN)



«Le taux de positivité diminue, mais il est encore très loin de descendre en dessous du seuil épidémique de 5%.»

**Alexandre Gouveia**, responsable médical du centre de testing Unisanté du Bugnon, à Lausanne

«Globalement, nous n'avons pas assez de recul pour savoir avec certitude les raisons de cette baisse du nombre de tests, répond Rebecca Ruiz. Il y a certainement une conjonction de plusieurs facteurs.» Toujours selon elle, on ne peut pas exclure qu'il y a moins de personnes symptomatiques, en raison des mesures de lutte prises tant au niveau de la Confédération que du Canton dans les dernières semaines: télétravail, interdiction des rassemblements de plus de cinq personnes, fermeture des bars et restaurants par exemple. «Mais le taux de positivité reste à quelque 25%, ce qui montre que le virus circule encore et qu'il est indispensable de continuer à aller se faire tester en cas de symptômes, insiste-t-elle aussi. Les tests sont au cœur de la stratégie TTIQ (*ndlr: traçage, test, isolement, quarantaine*), qui permet d'endiguer l'épidémie.»

«Après un pic à plus de 4000 tests quotidiens, il se situe maintenant au niveau du 20 octobre... soit environ 2800 tests par jour», détaille-t-elle dans un courriel. Comment explique-t-elle le phéno-

«Après un pic à plus de 4000 tests quotidiens, il se situe maintenant au niveau du 20 octobre... soit environ 2800 tests par jour», détaille-t-elle dans un courriel. Comment explique-t-elle le phéno-

## Manque de recul

«Après un pic à plus de 4000 tests quotidiens, il se situe maintenant au niveau du 20 octobre... soit environ 2800 tests par jour», détaille-t-elle dans un courriel. Comment explique-t-elle le phéno-

## Lutry fait voter ses ados pour cerner leurs envies

### Jeunesse

**La Ville questionne 350 élèves sur la mobilité et les loisirs. Les réponses orienteront l'action municipale.**

Cette semaine, Lutry pensait organiser ses premières Assises de la jeunesse. Sept rencontres entre adolescents, autorités et acteurs du milieu pour «poser les premiers jalons d'une politique communale de la jeunesse», écrivait la Municipalité. La pandémie en a décidé autrement, reportant le projet à 2021. La Ville a toutefois réussi à se rabattre sur une autre action aux objectifs similaires.

Ce vendredi 20 novembre, pour la Journée internationale des droits de l'enfant, 350 élèves âgés de 12 à 16 ans sont appelés aux urnes. «En 2019, nous avons mené un sondage auprès des jeunes pour savoir à quel point la Commune parvient à les satisfaire, rappelle la municipale Claire Glauser. Aujourd'hui, nous reprenons les résultats de cette consultation et les soumettons au vote pour les actualiser et les préciser.»

Les élèves devront par exemple indiquer s'ils préfèrent un skatepark, un espace de rencontre ou des aménagements au bord du lac, des propositions qui étaient ressorties du premier coup de sonde. «On se rend compte qu'ils ont notamment moins dépendants de leurs parents pour se déplacer», rap-

porte Claire Glauser. Raison pour laquelle le questionnaire est orienté loisirs et mobilité.

Le matériel de vote a été conçu pour l'occasion et distribué aux élèves de la 8<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> durant la semaine. Vendredi, les scrutateurs participent au dépouillement sous la supervision du Bureau du Conseil et à 15 heures, le président du Conseil annoncera les résultats au Collège de la Croix. Le syndic Charles Monod s'exprimera aussi sur la volonté de la Commune de mettre en place une politique de la jeunesse. «C'est aussi une initiation à la vie civique. Nous voulons dire aux jeunes qu'ils peuvent influencer les choses, que nous avons beaucoup de chance d'avoir le droit de vote et qu'il faut l'utiliser», souligne Claire Glauser.

### Résultats concrets

La Municipalité garantit que l'initiative débouchera sur des résultats concrets. «Certaines choses pourront se mettre en place dès le printemps prochain, d'autres un peu plus tard, car elles demanderont des infrastructures plus importantes. Des pistes de réflexion existent déjà et pourront être mises en œuvre dans un proche avenir.» Cette votation, comme le projet initial d'Assises de la jeunesse, traduit la volonté de la Ville de s'engager davantage en faveur de ses adolescents. L'engagement, le 1<sup>er</sup> juin dernier, d'un délégué à la Jeunesse et à la Cohésion sociale s'inscrit dans cette logique.

**Romarc Haddou**

## Le renvoi de deux agents de sécurité publique dénoncé

### Gland

**Les syndicats jugent les motifs de licenciement des deux employés abusifs. Ils dénoncent la pression subie.**

Stationner sans macaron ou faire une mauvaise blague sont-ils des motifs suffisants pour renvoyer deux employés sur-le-champ? Pas pour tout le monde. L'affaire du licenciement avec effet immédiat de deux agents de sécurité publique (ASP) le 22 octobre a pris une telle ampleur qu'elle résonne largement en dehors des limites de la ville de Gland. La Municipalité n'ayant pas souhaité apporter d'éléments supplémentaires à l'accusation, le syndicat Avenir Syndical, accompagné de SUD - qui l'a rejoint rapidement -, a passé la vitesse supérieure.

### Une pétition lancée

Une pétition a été lancée et les syndicats ont fait part de leurs doléances à la conseillère d'État Béatrice Métraux et au président de l'Union syndicale suisse (USS) Pierre-Yves Maillard. «Pierre-Yves Maillard a compris que cette affaire avait des caractéristiques importantes et exemplaires», affirme Aristides Pedraza, de SUD.

Dans une lettre datée du 11 novembre, les deux organismes estiment que ces licenciements ont été prononcés «pour se débarrasser de ces deux militants trop revendicatifs». Ces derniers avaient à plusieurs reprises tenté de dénoncer le *mobbing* dont ils auraient été victimes sur leur lieu de travail, pointant leur chef de service, en fonction depuis mars 2019.

«On commençait gentiment à faire part des intimidations et insultes qu'on avait subies, notamment aux ressources humaines, mais ça n'a pas donné de suites, témoigne l'un d'eux. On a ensuite écrit à la Municipalité, qui nous a répondu que ces accusations graves allaient donner lieu à une enquête. Deux jours plus tard, j'ai reçu une nouvelle lettre qui m'informait de ma suspension.» Son collègue évoque «de nombreux appels à l'aide qui sont restés lettre morte». «On était au bord de la fracture psychologique», ajoute-t-il.

### Arrêts maladie

En parallèle, c'est à la préfecture de Nyon que les syndicats se sont adressés afin de demander un audit. Leur requête ayant été refusée, l'UDC Ville de Gland a repris le flambeau et est en attente d'une réponse. «Cette affaire vise possiblement à régler d'autres problématiques que celles évoquées par le licenciement», lit-on dans une lettre rédigée par Maurizio Di Felice, président de la section UDC Ville de Gland.

Quant aux quatre ASP encore en poste, ils sont actuellement en arrêt maladie, pour raisons psychologiques. «Ils ont aussi subi une pression forte, selon David Andenmatten, secrétaire d'Avenir Syndical. Ils n'ont plus la force d'aller travailler.»

Et pour l'heure ces six postes n'ont pas été remplacés. «Un ASP du Canton vient parfois, mais c'est seulement pour mettre des amendes, tandis qu'on avait un cahier des charges de quatre pages», commente l'un des anciens agents d'un ton amer.

**Marine Dupasquier**